

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

RI n° 508 • sept.-déc. 2026 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1, 50 € – 2, 50 Fr.S – 2 \$ can.

FACE À LA FAILLITE ET AU CHAOS CAPITALISTES

LA LUTTE DE CLASSE EST LA SEULE PERSPECTIVE !

Partout, les prix explosent : carburant, alimentation, logement ! Partout, les licenciements, le chômage de masse, la précarité ! Partout, les catastrophes climatiques et les milliers de morts à cause des températures, des feux, des inondations ! Partout, les guerres et les massacres de masse ! Sous nos yeux, le capitalisme déchaîne toutes les calamités dans un tourbillon destructeur. Et la bourgeoisie, ses États et ses gouvernements de gauche, de droite, « socialistes », libéraux ou populistes sont incapables d'apporter une réponse.

Une crise économique d'une gravité extrême

L'impuissance de la classe dominante tient à la crise économique sans issue qui frappe le capitalisme, potentiellement bien plus grave que celle des années 1930 et que celle qui a menacé

d'effondrement le système financier en 2008. Son ampleur exprime toute la faillite d'un mode de production en décomposition. La guerre au Moyen-Orient l'aggrave encore, en désorganisant le commerce mondial et en pesant sur le prix de l'énergie. Aventures militaires, droits de douane, guerre commerciale, chantages : c'est désormais le chacun-pour-soi, chaque bourgeoisie nationale jouant sa survie contre toutes les autres dans la plus parfaite anarchie planétaire. La coopération internationale se délite, le marché mondial se fragmente et la surproduction s'aggrave. Tous les États ploient sous des dettes devenues abyssales, alors que les dépenses militaires atteignent 2 887 milliards de dollars dans le monde.¹ Cette course

1) Il faut ajouter aussi les coûts faramineux des destructions environnementales.

aux armements creuse la dette, nourrit l'inflation et siphonne tous les budgets sociaux.

Les travailleurs paient l'addition

Les attaques contre les travailleurs pleuvent et ne pourront que s'amplifier : c'est là le seul « programme » possible de tous les gouvernements, présents et à venir. Le chômage explose et la précarité se généralise. Le chômage mondial et la précarité atteignent des sommets, particulièrement chez les jeunes. Même l'Allemagne, fleuron du capitalisme européen, traverse une crise structurelle inédite depuis 1945 qui paupérise la classe ouvrière. Son industrie automobile est frappée de plein fouet : Volkswagen prévoit de supprimer 100 000 postes d'ici 2030, Bosch 13 000, et Mercedes réclame d'accroître le temps de travail de 30, voire de 40 % ! D'autres attaques

se préparent contre des systèmes de santé exsangues et contre les retraites : certains réclament déjà de repousser le départ de 67 à 70 ans.

Une combativité qui renaît

Face à cet avenir apocalyptique et aux sacrifices exigés pour financer le réarmement, la colère est immense. La classe ouvrière (chômeurs, actifs ou retraités, cols bleus ou cols blancs) a commencé à réagir lors de « l'été de la colère » de 2022 au Royaume-Uni, en faisant la démonstration d'une énorme combativité après des décennies d'atonie et de résignation.

Depuis, la colère et la combativité ne se démentent pas : alors que les ouvriers au Royaume-Uni étaient encore en lutte, ceux en France sont massivement descendus dans les rues lors du mouvement contre la réforme des retraites (2023), puis ce fut le tour

du Canada et des États-Unis (2024), puis de la Belgique (2025) et de bien d'autres pays.

La combativité de la classe ouvrière s'exprime dans de nombreux conflits encore éparpillés, et surtout chez de petites minorités qui s'interrogent sur les besoins et les moyens de la lutte, sur la perspective et le futur de la société.

Aujourd'hui, les grèves se multiplient en France, en Italie ou en Allemagne. Mais cette combativité reste dispersée et hésitante : la classe ouvrière se sent encore largement impuissante et peine à prendre des initiatives. Pour l'instant, les colères se juxtaposent sans se reconnaître comme un même mouvement de classe, défendant des intérêts communs et internationaux. La classe ouvrière reste donc vulnérable aux logiques corporatistes, à l'enfermement dans l'entreprise, dans le service, dans le secteur.

Un pas en avant

La situation tend pourtant à évoluer. Chez Airbus en Espagne, du 25 août au 4 septembre 2026, 14 000 salariés de plusieurs sites (Getafe, Séville, Illescas, Albacete, Cadix) ont mené

PARTOUT, FACE AUX ATTAQUES

Luttons unis en tant que classe !

« Vive la lutte de la classe ouvrière ! » (mot d'ordre de la manifestation du 12 septembre à Madrid)

La classe ouvrière a les yeux rivés sur la lutte des travailleurs d'Airbus. En Espagne comme dans les autres pays, l'inflation grimpe et nos salaires baissent : des licenciements massifs menacent et les conditions de travail se durcissent. Un malaise croissant et une détermination à lutter s'étendent dans tous les secteurs, dans tous les pays. Mais comment lutter ? Nous en avons assez des mobilisations où nous ne sommes qu'une « masse de figurants » sans aucun pouvoir de décision sur des accords conclus dans notre dos.

La lutte chez Airbus est une lutte de la classe ouvrière. Les travailleurs luttent contre la perte salariale considérable due à la hausse des prix et contre la dégradation des conditions de travail (télétravail, flexibilité des horaires, congés et cantines). La lutte naît de l'initiative spontanée des travailleurs ; elle cherche l'unité entre les différentes catégories, des ingénieurs aux employés des bureaux et aux ouvriers de la chaîne de production ; elle s'organise en assemblées massives (jusqu'à 1 500 ouvriers) qui discutent et prennent leurs décisions à main levée, et envoient des « observateurs » aux négociations avec l'entreprise et le gouvernement. Et elle s'étend de Getafe et Séville à toutes les usines : Cadix, Tolède, Albacete. Les travailleurs organisent également



La lutte naît de l'initiative spontanée des travailleurs. Elle cherche l'unité entre les différentes catégories et s'organise en assemblées massives.

la discussion à travers les réseaux sociaux (Telegram, X) et ont créé un site (« Enfadados con Airbus ») : « En colère contre Airbus » où ils publient les nouvelles sur l'évolution de la lutte et même les documents des assemblées.

Tout cela nous donne de la force et confiance dans la lutte.

La lutte isolée dans le secteur ne peut que s'épuiser

Mais cette force ne peut grandir et défier la médiation du gouvernement si elle reste isolée dans le secteur. Après un mois et demi de grève, la fatigue commence à se faire sentir et certains camarades disent dans les assemblées : « je me retire parce que je suis très fatigué(e) et que je n'aurai plus la force pour la prochaine convention collective ». Les assemblées ont certes rejeté l'accord de médiation, mais de

justesse : après 81 % de rejet pour la première proposition, on tombe à 51 %, soit un écart de 67 voix seulement (essentiellement à Madrid et à Séville).

De plus, alors même que la décision est de rejeter l'accord et de poursuivre la grève, le comité de grève (où siègent l'UGT, la CGT et l'UTIL) décide de « mettre en pause » la grève, provoquant la colère de nombreux camarades : « Je ne comprends pas ce qu'on a voté, hier. On peut l'appeler autrement, mais on retourne au travail et on perd la pression », « La grève est vivante et légale tant qu'il n'y a pas d'accord signé sur la table. Si nous la mettons en pause, c'est une victoire [du gouvernement et de l'entreprise] par KO technique ».

Malgré la combativité et la détermination, l'isolement est une impasse ! La fameuse grève des mineurs en Grande-

Bretagne de 1984-1985 a duré pratiquement un an, menée par les ouvriers les plus aguerris dans la lutte et avec la participation de toutes les mines. Mais sans jamais parvenir à sortir du secteur minier, elles ont ensuite décroché du mouvement les unes après les autres. Cette défaite a joué un rôle central (bien que non exclusif) dans la démoralisation et l'absence de luttes ouvrières significatives par la suite... jusqu'en 2022 !

La manifestation du 12 à Madrid : les difficultés de l'extension de la lutte

Certains, voire beaucoup, pensaient probablement que cette manifestation allait sonner le glas de la lutte. L'UGT n'a finalement pas appelé à manifester, et l'on s'attendait peut-être à un rassemblement ultra-minoritaire des « radicaux » (c'est ainsi que plusieurs, dans l'entreprise, appellent ceux qui veulent poursuivre la grève).

Mais il y avait à Madrid entre 5 000 manifestants (selon l'UGT) et 8 000 (selon les organisateurs), avec des délégations d'autres sites. Airbus compte 14 000 travailleurs, dont 9 000 rien qu'à Getafe, la plus grande usine de Madrid. Si l'ambiance a été calme au début, aux côtés des familles des ouvriers solidaires, une colère et une combativité persistaient, qui se sont manifestées par l'organisation d'une

suite page 2

Dans ce numéro

Transition ou révolution ?

Face à la crise environnementale, le capitalisme nous mène à la catastrophe 2

Enlèvement des guerres dans le monde

Même sans vainqueur ni vaincu, la barbarie guerrière ne peut que s'aggraver 3

25 ans après les attentats du 11 septembre

Le capitalisme s'enfoncé plus que jamais dans le chaos 3

Crise migratoire à Ceuta

La cynique instrumentalisation des migrants 4

La TCI

et la conférence de Varna

Une politique d'exclusion des internationalistes les plus convaincus 5

Courrier de lecteur

Qu'est-ce que le communisme ? 6

Il y a 20 ans, la lutte victorieuse contre le CPE

De précieuses leçons pour les combats futurs 8

suite page 4

Face à la crise environnementale, le capitalisme nous mène à la catastrophe

Alors que les températures mondiales atteignent des niveaux record et que le dernier rapport de l'ONU prévoit que la planète se dirige vers une hausse rapide de 1,8 °C au-dessus des niveaux préindustriels, l'été 2026 démontre déjà l'impact dévastateur du réchauffement planétaire. Il n'est pas exagéré de dire que de vastes parties de la Terre sont en flammes et que nous traversons une période d'accélération sans précédent de la crise environnementale :

– Nous avons vu des incendies en Europe (Espagne, France, Italie, Belgique) et dans le monde entier (Algérie, Canada, Chine, Hawaï, Inde), qui surviennent avec une fréquence croissante et entraînent une destruction toujours plus importante de la nature et des habitats humains.

– La fonte accélérée des glaciers entraîne des coulées de boue dévastatrices, comme celle qui s'est produite le 26 août au Népal, où le niveau de l'eau est monté localement de neuf mètres en une demi-heure, ensevelissant des milliers de personnes et causant au moins 1 400 morts et 5 700 disparus.

– Dans une vaste zone s'étendant sur l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie, une combinaison dévastatrice de sécheresse, d'un « super » El Niño et d'une exploitation industrielle impitoyable des forêts et des tourbières a donné naissance à de gigantesques incendies et à un smog toxique qui, dans certaines zones, a alimenté une pollution plus de 15 fois supérieure au niveau recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. Selon The Lancet, la pollution de l'air due aux feux de forêt a causé un nombre record de 154 000 décès dans le monde en 2024.

– Les vagues de chaleur provoquent des dizaines de milliers de morts supplémentaires. Lors de la canicule de cet été, 35 000 personnes de plus sont mortes en Europe. Ce chiffre repose sur les données de la moitié des pays européens seulement.

– En juillet 2026, le département français de l'Ardèche a été frappé par un orage de grêle historique et d'une rare violence, une chute de grêlons géants, qui a causé d'importants dégâts aux véhicules et aux habitations.

– On assiste également à une pénurie croissante d'eau douce. En raison d'une canicule prolongée l'été dernier, plusieurs grands fleuves européens se sont asséchés, rendant le transport fluvial impossible durant une longue période et modifiant, à plus long terme, la flore et la faune.

Et que fait la bourgeoisie, cette classe qui s'enorgueillit d'être aux commandes du système capitaliste mondial, face à ce désastre grandissant ? Plus que jamais, elle sacrifie volontairement l'environnement aux impératifs de la concurrence économique et de l'expansion du militarisme. La politique du « *drill baby drill* » (« *Plus de forage, chérie* ») de Trump, appuyée par son affirmation stupide selon laquelle le réchauffement climatique ne serait qu'un canular, n'est que l'expression la plus éhontée du mépris total de la bourgeoisie pour la crise écologique. Le climato-scepticisme représente une tendance croissante au sein de la bourgeoisie, une classe qui « gère » un système en pleine désintégration et qui est donc de plus en plus incapable d'élaborer une vision lucide de l'avenir de la planète, se réfugiant toujours davantage dans les mondes imaginaires de mythes éculés. Le nombre de régimes populistes qui, à travers le monde, nient le réchauffement climatique ne cesse d'augmenter. Ces régimes rejettent le plus souvent la science du climat, privilégient la déréglementation et réorientent les ressources vers des investissements

qui vont à l'opposé de toute politique climatique cohérente.

Mais même les fractions les plus « sensées » ou « responsables » de la classe dominante ne peuvent échapper à l'absence de perspective du capitalisme, à la spirale mortifère de la concurrence et du militarisme. Elles adoptent consciemment de plus en plus une approche cynique, du « *il faudra bien s'adapter* » de Macron à la décision d'Andy Burnham de poursuivre les forages pétroliers en mer du Nord. Autre exemple révélateur : jusqu'à l'automne 2025, l'Agence internationale de l'énergie estimait que la demande mondiale d'énergies fossiles atteindrait un pic d'ici 2030 et affirmait qu'il fallait mettre un terme aux nouveaux investissements dans les projets de charbon, de pétrole et de gaz afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Mais, dans un net changement de ton, l'agence a indiqué dans ses dernières perspectives que la demande de pétrole devrait continuer à croître jusqu'en 2050 et que de nouveaux investissements étaient nécessaires dans des gisements conventionnels d'énergies fossiles. Ce recul de l'AIE sur le pic de la demande pétrolière constitue un changement majeur par rapport à la position qu'elle défendait depuis cinq ans.

Et par-dessus tout, la bourgeoisie s'engage partout dans des guerres et dans la production militaire qui révèlent le caractère totalement fallacieux et choquant de ses soi-disant engagements visant à répondre au réchauffement de la planète.

La guerre accroît la destruction de la Terre

Les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine ont complètement relégué la question du réchauffement climatique à l'arrière-plan. Les gouvernements rognent sur les mesures « vertes », déjà largement insuffisantes, afin de déverser davantage de ressources financières dans l'armement. La destruction massive de bâtiments et d'infrastructures entraîne une augmentation considérable des émissions de carbone, et les armes déployées répandent massivement des polluants dans l'air, l'eau et les sols.

Ainsi, au cours des 90 premiers jours de la guerre à Gaza, les frappes aériennes de l'armée israélienne ont entraîné l'émission de 281 000 tonnes de CO₂. La guerre contre l'Iran a libéré un mélange toxique de produits chimiques, de métaux lourds et d'autres polluants qui menacent tout, de l'agriculture à l'eau potable en passant par la santé des populations ; et qui laisseront derrière eux des dommages environnementaux et des risques sanitaires susceptibles de persister durant des décennies. À cela s'ajoutent les blocages militaires sur les céréales en mer Noire, tout comme sur les engrais dans le détroit d'Ormuz, qui aggravent respectivement l'impact des famines et des pénuries agricoles, causées par la sécheresse, les incendies et les inondations à l'échelle mondiale.

L'interaction entre la guerre et la destruction écologique, intensifiée par la crise économique mondiale de surproduction, constitue la composante centrale de ce que certaines factions de la bourgeoisie appellent la « polycrise » et de ce que nous désignons comme l'« effet tourbillon ». Telle est la physionomie menaçante du capitalisme dans sa phase de déclin terminal, de décomposition, qui s'accélère depuis le début des années 2020 et qui a franchi un nouveau palier avec la guerre contre l'Iran.

La consommation d'énergies renouvelables dans l'impasse

De nombreux experts bourgeois,

du moins ceux qui reconnaissent la réalité de la crise écologique, affirment que la solution réside dans la « transition » vers les énergies renouvelables. Il ne fait aucun doute qu'une société tournée vers les besoins humains sera largement alimentée par des sources d'énergie renouvelables et non polluantes, mais une « transition verte » sous le capitalisme se révèle de plus en plus être une illusion.

À l'heure actuelle, les énergies renouvelables représentent, à l'échelle mondiale, entre 13 % et 18 % de la consommation finale totale d'énergie, tandis que les changements de politique aux États-Unis (la suppression des subventions aux projets éoliens et solaires) et en Chine (un nouveau mécanisme de tarification des renouvelables en 2025, qui a supprimé la garantie d'un taux de rendement) ont freiné la croissance de ce secteur. Les sources d'énergie renouvelables sont certes en progression, mais la consommation mondiale d'énergies fossiles atteint de nouveaux sommets en termes absolus. La consommation mondiale de charbon en 2023 a même été plus élevée que jamais.

La Chine est le premier marché de croissance des énergies renouvelables au monde : elle ajoute plus de capacités éoliennes et solaires que n'importe quelle autre économie. Cela a conduit des partisans de la « décroissance », comme Jason Hickel, à chanter les louanges de la Chine, qui selon lui ne serait mue ni par la loi de la valeur ni par le besoin d'expansion impérialiste. Mais, dans le même temps, elle reste le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, responsable de plus de 30 % des émissions mondiales de carbone fossile. C'est là un exemple typique des contradictions auxquelles le capitalisme est confronté : le pays qui est à la pointe de la mise en œuvre des technologies renouvelables demeure celui qui produit le plus d'émissions de CO₂ dans le monde. Et derrière cette contradiction se cache la réalité de la Chine comme concurrent capitaliste et impérialiste à part entière, et nullement, comme le prétend Hickel, comme une « victime » de l'impérialisme, dont il restreint la définition au seul « Occident ». La course de plus en plus victorieuse de la Chine pour prendre la tête du développement mondial de l'IA et, surtout, son projet des « Nouvelles routes de la soie », entreprise planétaire à la fois économique et militaire, sont sans doute les démonstrations les plus claires de l'intention (ouvertement affichée) de la bourgeoisie chinoise de dépasser les États-Unis en déclin et de s'imposer comme la première puissance mondiale.

Les politiques du capitalisme pour faciliter la transition vers les énergies renouvelables sont en outre contrariées par le chaos croissant du système, qui fait que des événements comme les guerres viennent entraver tous les plans antérieurs et différer ce processus de nombreuses années. Le monde traverse un processus de fragmentation dans lequel le « chacun pour soi » a pris le dessus, et où la coopération internationale (dans les limites de ce qui est possible sous le capitalisme) appartient pour l'essentiel au passé.

Le capitalisme n'a aucune solution à la crise environnementale

Le réchauffement climatique et la destruction de la nature ne sont pas des phénomènes naturels, mais le produit inévitable du besoin qu'a le capital de maximiser le profit, de tout transformer en marchandise, d'envahir les derniers recoins de la planète, d'exploiter au maximum la force de travail humaine et les ressources naturelles. Il ne peut y avoir de capitalisme sans

cette dynamique, pas plus qu'il ne peut y avoir de capitalisme qui placerait la coopération internationale au-dessus de la concurrence économique et militaire entre les nations.

La seule alternative à l'impasse du mode de production capitaliste est un mode de production entièrement différent, déterminé non par l'expansion sans fin de la valeur, mais exclusivement par la satisfaction des besoins humains, dont fait partie le besoin de vivre dans un environnement propice à notre reproduction sur le long terme. La production pour l'usage et non pour le profit, pour la distribution gratuite et non pour la vente ; l'abolition des frontières et la fin des États-nations. En un mot : le communisme.

La crise économique du capital, ses guerres, sa dynamique de destruction obligent la classe ouvrière du monde entier à reconnaître ses intérêts communs et à développer une perspective révolutionnaire pour l'avenir. Mais la décomposition même du système engendre de puissants obstacles qui empêchent le prolétariat de se reconnaître ne serait-ce que comme classe, et plus encore de développer la vision d'un avenir communiste. Les désastres écologiques qui se multiplient, tout comme la prolifération des guerres à travers la planète, tendent pour l'instant à susciter des sentiments d'impuissance et de « no future » au sein

de la masse du prolétariat, tandis que la minorité qui commence à entrevoir le lien entre la crise climatique et le système capitaliste n'est que trop souvent dévoyée vers le soutien à des mouvements de protestation et à des partis qui prétendent que la voie à suivre consiste à en appeler à la conscience des dirigeants du monde ou à chercher des alternatives vertes à l'intérieur de l'ordre existant, en particulier ceux qui suivent Greta Thunberg, ou les divers partis verts, ou encore les militants aux discours plus radicaux en apparence comme le groupe Extinction Rebellion.

Néanmoins, une minorité au sein de cette minorité qui s'interroge est en train de découvrir la tradition marxiste, la tradition de la Gauche communiste, le trésor que constitue son analyse des rapports entre le capital, la nature et l'humanité, ainsi que la nature révolutionnaire de la classe ouvrière internationale. L'émergence de telles minorités est le produit d'un processus souterrain de maturation, un jalon vers l'avenir, vers le moment où une classe dépassant les luttes divisées et corporatistes, et luttant sur un terrain de classe assumé, devra intégrer sa réponse à toutes les dimensions de l'effondrement de ce système dans le projet historique du renversement du règne du capital.

Amos, 5 septembre 2026

À lire sur le site web du CCI Manifeste sur la crise écologique

Toutes les « solutions » à la crise écologique proposées par la classe dirigeante sont insignifiantes parce que les problèmes auxquels nous sommes confrontés font partie du système global qui domine la planète : le système capitaliste, qui vit de l'exploitation et de la recherche du profit. Exploitation de la force de travail humaine par le biais de la relation salariale ; exploitation de la nature, qu'il considère comme un don gratuit à piller à volonté. Et bien que le capitalisme ait produit les moyens scientifiques et technologiques qui pourraient être utilisés pour libérer l'humanité de la pauvreté et du travail aliéné, le conflit entre ce potentiel productif et la motivation même de la production est devenu permanent. Ce long déclin a atteint une phase terminale, une impasse où la guerre, les crises de surproduction et les destructions environnementales ont atteint le point où toutes ces manifestations de l'impasse historique du système agissent les unes sur les autres pour produire un terrible tourbillon de destruction. Mais il existe une alternative au cauchemar dans lequel nous plonge le capitalisme : la lutte internationale de la classe exploitée pour le renversement du capitalisme et la construction d'une société communiste mondiale.

suite de la page 1

Face à la faillite et au chaos...

une grève illimitée en réclamant des augmentations de salaire. Cette lutte a commencé à montrer la force de la solidarité ouvrière : les travailleurs ont pris en main leur lutte en organisant des assemblées générales massives, en débattant et en décidant collectivement.

La lutte chez Airbus est enthousiasmante, mais il ne faut pas s'arrêter là. La classe ouvrière se doit d'aller plus loin encore, en s'opposant clairement aux divisions orchestrées par les forces d'encadrement de la bourgeoisie, à commencer par les syndicats et les partis de gauche qui n'ont cessé de saboter le mouvement, en essayant d'isoler les ouvriers dans l'entreprise ou de les rabattre vers les institutions démocratiques, les élections et la défense de la nation.

Prendre la lutte en main

Lutter ensemble : tel est le défi posé à toute la classe ouvrière. Elle doit affirmer son autonomie en se

reconnaissant comme une classe unie, ne pas rester isolée, ouvrir ses assemblées générales à tous les prolétaires et créer un rapport de force en appelant les autres secteurs à rejoindre le mouvement. Pas de façon platonique, mais en étendant d'emblée la lutte par l'envoi de délégations massives partout qui doivent aller activement chercher la solidarité de tous les secteurs confondus : public, privé, petites et grandes entreprises...

En refusant les attaques et les salaires de misère, la classe ouvrière commence à se confronter à l'exploitation et aux morsures d'une crise qui s'approfondit. Elle entrouvre ainsi une toute petite porte vers le combat révolutionnaire contre le capitalisme. Le chemin vers le communisme sera long, difficile, incertain et semé d'embûches. Mais c'est le seul qui puisse offrir un avenir à l'humanité !

WH, 14 septembre 2026

Même sans vainqueur ni vaincu, la barbarie guerrière ne peut que s’aggraver

La guerre qui oppose les États-Unis à l’Iran s’enlise, rythmée par le ballet quotidien de déclarations à géométrie variable : un jour on annonce en fanfare la fin des hostilités et le déblocage du détroit d’Ormuz, le lendemain on promet la poursuite des frappes. Les cessez-le-feu de pacotille n’y changent rien : comme toujours, Téhéran et Washington continuent d’échanger les tirs meurtriers autour du détroit d’Ormuz, le blocus maritime se poursuit et les navires qui osent le braver sont envoyés par le fond. C’est le chaos généralisé dans toute la région, où près de vingt pays sont happés par une guerre sans objectif réellement défini, et dont les États-Unis eux-mêmes ne savent plus comment sortir. C’est dans ce contexte qu’est intervenue, au début de l’été, la signature d’un accord entre trois puissances régionales engagées indirectement dans cette guerre : le Pakistan, l’Arabie Saoudite et la Turquie. Un accord qui ne fait pas les gros titres, mais qui n’en est pas moins lourd de sens.

Dans cette poudrière qu’est le Moyen-Orient, ce pacte porte un coup fatal aux accords d’Abraham de 2020, signés sous l’égide de Washington entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn, et censés sceller la coopération et la paix entre l’État hébreu et des pays arabes face à la prétendue menace chiite iranienne. Les attaques terroristes du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, ont évidemment consacré la faillite de cette énième tentative de « pacification » de la région sous la houlette américaine et israélienne, tout comme l’enlèvement de ces derniers face à l’Iran. La parole américaine ne vaut plus grand-chose : sa crédibilité est largement entamée, tant comme force de persuasion que comme garante des intérêts de ses « alliés » régionaux.

Vers plus de carnages et d’instabilité

Ce pacte, dit pacte de La Mecque, signé début août, confirme l’émergence d’une alliance entre des pays qui affichent désormais sans détour leur défiance envers les partenariats de sécurité traditionnels avec les grandes puissances, et au premier chef avec les États-Unis, une défiance qui monte depuis près de dix ans et que la guerre contre l’Iran, en 2026, a portée à un niveau supérieur. Ce pacte souligne aussi que ces pays ont décidé de jouer ouvertement leur propre carte impérialiste. Car derrière les déclarations conjointes sur leurs bonnes intentions de « *dissuasion collective* » face au chaos régional, les trois signataires actent noir sur blanc que « *tout acte d’agression, toute attaque armée contre l’un des trois États seront considérés comme une attaque contre l’ensemble de ceux-ci* ».

Alors que le Pakistan est une puissance nucléaire, que la Turquie aligne l’une des armées les plus puissantes et les plus aguerries de la région et que l’Arabie saoudite y adjoint sa force de frappe financière, on mesure ce que pèsent réellement les promesses de paix. Les trois signataires jurent bien sûr que leur pacte est purement défensif, formule diplomatique obligée de toute alliance naissante. Mais l’engagement, lui, est sans ambiguïté : en mutualisant leurs moyens militaires, ces trois États font en sorte que le moindre accrochage frontalier, la moindre frappe isolée, le moindre incident en mer cessent d’être une affaire locale pour devenir aussitôt une affaire à trois. Ce pacte n’annonce pas la fin de la guerre : il élargit d’avance le périmètre des guerres à venir !

Chacun réagit au coup par coup pour défendre ses intérêts impérialistes immédiats, quitte à renier sans

état d’âme les alliances de la veille. Le Pakistan, allié direct de la Chine hier, s’est offert le rôle de médiateur entre Washington et Téhéran, et le voilà qui joue désormais sa propre carte aux côtés de l’Arabie saoudite et de la Turquie. La Turquie, mouton noir de l’OTAN il y a peu, entend imposer sa volonté d’émancipation face à l’Europe, face à Israël, face aux États-Unis, tout en ménageant la Russie.

Derrière de tels accords ne se dessine aucune restructuration géostratégique solide, mais la défense d’intérêts impérialistes à court terme. Et ce n’est pas un accident : c’est le propre de la situation historique pour toutes les puissances impérialistes, sans exception. Aujourd’hui comme demain, aucune consolidation d’alliances durables, aucun bloc rangé derrière un leader américain, russe, chinois ou européen. L’occasion fait le larron, dans un jeu impérialiste qui ne cesse de se recomposer au jour le jour et qui ajoute chaque jour du chaos au chaos.

Où est-il, aujourd’hui, le contrôle américain sur le Moyen-Orient ? Que l’on imagine un instant une guerre entre Israël, l’allié prétendument indéfectible, et la Turquie, membre de l’OTAN (avec l’obligation théorique, pour les États-Unis, d’intervenir), ce serait la confusion la plus totale, la plus imprévisible ! Le Moyen-Orient en est l’illustration parfaite, et il confirme point par point l’analyse que le CCI développe depuis des années sur l’évolution des guerres et des confrontations impérialistes.

Ni blocs, ni prolétariat vaincu

Les faits le confirment chaque jour davantage : la formation d’alliances ou de blocs impérialistes stables, dominés par un leader incontesté et suivant une trajectoire vers une nouvelle guerre mondiale, n’est pas à l’ordre du jour. Certes, une rivalité majeure oppose les États-Unis à leur challenger chinois. Mais cette dynamique est constamment entravée par la montée des affrontements militaires entre États impérialistes de second rang, voire entre les grandes puissances elles-mêmes.

La perspective d’une troisième guerre mondiale n’en est pas moins martelée à tout bout de champ, dès que la situation guerrière s’accélère en Ukraine, au Moyen-Orient ou en mer de Chine. Les médias bourgeois ne se privent pas de crier au loup pour mieux accréditer l’idée qu’il faut avant tout défendre le « camp de la démocratie ». Tout cela n’a qu’un but : justifier des dépenses d’armement faramineuses et les attaques redoublées contre la classe ouvrière, au nom des « sacrifices nécessaires ».

Les gauchistes en rajoutent une couche, plus sournoise encore : à les entendre, les dirigeants autocrates de tous poils (Trump, Netanyahu, Poutine, Milei...) seraient autant de tremplins au retour du fascisme et de la guerre mondiale, contre lesquels la classe ouvrière devrait faire front. Front commun avec qui, sinon avec la démocratie bourgeoise ? Voilà le combat de classe purement et simplement dissous dans la défense du désordre existant et de la barbarie capitaliste !

Plus regrettable encore : des groupes du milieu révolutionnaire emboîtent le pas à cette analyse, jugeant, comme la Tendence communiste internationaliste (TCI), que « *l’anarchie croissante des nations en quête d’avantages fait craindre une guerre mondiale à grande échelle* ». En proclamant que le monde marche vers la troisième guerre mondiale, ces groupes ne désorientent pas seulement la classe : ils lui masquent sa propre force, la démoralisent et ne contribuent en rien au développement de son combat.

Est-ce à dire qu’il n’y aurait pas d’aggravation guerrière au niveau mondial ? Bien évidemment non. Le chaos est déjà là, grandissant, irrationnel, entraînant la planète entière dans un chacun pour soi meurtrier. Que les États-Unis intensifient leur encerclement de la Chine, que celle-ci réagisse en envahissant Taïwan, que Washington réponde militairement : les risques d’escalade nucléaire incontrôlée sont d’ores et déjà à l’ordre du jour. Il en va de même du côté d’une Russie de plus en plus sur la défensive en Ukraine, absolument incapable de s’avouer vaincue dans un conflit qui lui coûte des milliers de morts et de blessés par mois. Les centaines de milliers de morts en Ukraine depuis plus de quatre ans, la boucherie à Gaza ou en Iran, ne sont pas des perspectives pour demain : ce sont des réalités immédiates ! Ces catastrophes guerrières sont profondément ancrées dans le processus même du chacun pour soi et du chaos impérialiste croissant, sans qu’il faille attendre le feu dévastateur d’une guerre mondiale.

Il serait dès lors irresponsable de sous-estimer la gravité de la situation mondiale. Mais comme nous l’écrivions en janvier 1990 : « *C’est pour cela qu’il est fondamental de mettre en évidence que, si la solution du prolétariat (la révolution communiste) est la seule qui puisse s’opposer à la destruction de l’humanité (qui constitue la seule “réponse” que la bourgeoisie puisse apporter à sa crise), cette destruction ne résulterait pas nécessairement d’une troisième guerre mondiale. Elle pourrait également résulter de la poursuite, jusqu’à ses conséquences extrêmes (catastrophes écologiques, épidémies, famines, guerres locales déchainées, etc.), de cette décomposition* ».

25 ANS APRÈS LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

Le capitalisme s’enfonce plus que jamais dans le chaos

Les avions, les cris, l’effondrement des Twin Towers... il y a 25 ans, la sidération saisissait la planète entière alors que se perpétrait l’attentat terroriste le plus meurtrier de l’histoire. À l’occasion de cette sinistre commémoration, nous invitons nos lecteurs à lire ou à relire l’article que nous avions publié en 2001 : « À New York comme ailleurs : le capitalisme sème la mort », dans la *Revue internationale* n° 107.

Dans cet article, nous défendions l’idée que cette attaque n’était pas un accident de l’histoire. À l’aube du XXI^e siècle, cet attentat spectaculaire rappelait à tous que la barbarie ne s’était pas éteinte avec le siècle précédent, celui des guerres mondiales, des chambres à gaz, des bombes nucléaires, du Vietnam ou du génocide au Rwanda. Derrière les terroristes du 11 septembre se cachait un monstre plus terrifiant encore : le capitalisme en décomposition.

Cet événement était une confirmation éclatante de l’entrée du capitalisme décadent dans une nouvelle phase, sa phase terminale : celle de sa « *dislocation intérieure* » annoncée par l’Internationale communiste dès 1919. Inaugurée par l’effondrement du bloc impérialiste russe en 1989, puis par la fragmentation du bloc américain qui s’ensuivit, cette période a vu la tendance inéluctable du capitalisme à la guerre revêtir des formes inédites et chaotiques, notamment l’explosion du terrorisme à l’échelle planétaire. L’implication d’Al-Qaïda n’était pas encore clairement établie lorsque nous avons écrit cet article (Al-Qaïda ne

refuser d’envisager immédiatement la perspective d’une troisième guerre mondiale et affirmer l’aggravation d’un chaos généralisé pouvant aboutir à la destruction de l’humanité n’est pas une affaire de mots, ni un débat scolastique sur l’évolution de la barbarie et la dynamique des conflits. Deux conditions décisives font défaut à cette perspective.

Un débat nécessaire pour l’avenir

Une guerre mondiale exige des blocs stables. Elle suppose que les bourgeoisies soient capables, à l’échelle mondiale, de faire valoir un minimum de cohérence et d’organisation dans le jeu de domination impérialiste, sous l’égide de puissances leaders. Chaque bloc constitué en vue d’une guerre mondiale doit être suffisamment puissant sur le plan économique et militaire comme sur celui de la coordination stratégique. Rien de tel aujourd’hui, dans un contexte de domination des forces centrifuges et du chacun pour soi : les alliances actuelles, fluctuantes et sans cesse changeantes, ne répondent en rien aux conditions de stabilité et de fiabilité qu’exigerait la préparation d’une guerre planétaire sans merci. On ne peut se permettre que les alliés d’aujourd’hui deviennent les adversaires de demain, et inversement. Ne pas voir cette difficulté de la bourgeoisie à imposer la logique de bloc n’est pas un détail de circonstance : c’est se condamner à ne rien comprendre à la dynamique historique, à l’irrationalité croissante de la bourgeoisie sur tous les plans (militaire, économique, politique...), et aux conséquences pour la classe ouvrière.

Une guerre mondiale exige aussi un prolétariat vaincu. Elle implique que

la bourgeoisie ait été capable d’embrigader la majeure partie de la classe ouvrière des pays centraux, de l’enrôler dans l’effort de guerre et de la conduire de façon disciplinée à la boucherie de masse. Tel n’est pas le cas aujourd’hui. La classe ouvrière reste très fragile dans sa capacité à réagir directement à la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient, mais elle refuse déjà, dans de nombreux pays, de subir l’aggravation de ses conditions de vie sous le poids de l’économie de guerre. Nous le voyons depuis 2022 en Grande-Bretagne, en France, en Belgique ou aux États-Unis. Nous le voyons aujourd’hui même en Espagne et aux Pays-Bas, où les ouvriers refusent par milliers les conséquences d’une économie de guerre qui impose à des entreprises comme Airbus de renforcer les cadences et de rogner sur les conditions de travail.

Estimer que la troisième guerre mondiale est à nos portes et qu’elle constitue le risque majeur pour la classe ouvrière revient à commettre une double erreur. C’est sous-estimer, d’abord, la gravité du chaos guerrier actuel et de ses conséquences immédiates. C’est sous-estimer, ensuite, les réactions et les potentialités du prolétariat face aux attaques économiques, et la maturation de la conscience dans ses rangs. Reconnaître cette réalité le plus clairement possible, ce n’est pas un exercice théorique : c’est se mettre en ordre de bataille pour l’activité révolutionnaire. Sur ce terrain, le devoir des révolutionnaires n’est pas de rester au balcon, mais de contribuer à clarifier la perspective du combat révolutionnaire.

Stopio, 10 septembre 2026

plus grandes puissances mondiales jusqu’aux plus petits seigneurs de la guerre locaux [...]. La caractéristique des guerres dans la phase actuelle de la décomposition du capitalisme est qu’elles ne sont pas moins impérialistes que les guerres dans les précédentes phases de sa décadence, mais elles sont devenues plus étendues, plus incontrôlables, et plus difficiles à arrêter même momentanément. [...] Les États capitalistes sont tous pris dans une logique qui échappe à leur contrôle et qui a de moins en moins de sens, même en termes capitalistes, et c’est précisément ce qui rend la situation à laquelle l’humanité doit faire face, si dangereuse et instable ».

25 ans plus tard, la poudrière moyen-orientale a explosé : les talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan, l’Irak et la Syrie voisine sont de véritables no man’s lands, la péninsule arabique est à feu et à sang, Gaza et le Sud-Liban sont en ruine, Israël est dirigé par une bande de fous furieux sanguinaires et les États-Unis se sont empêtrés et définitivement discrédités dans un conflit absurde avec l’Iran. Loin d’endiguer la marée du chaos impérialiste, les invasions américaines en sont devenues un facteur d’accélération considérable. Conflits sans fin et guerres civiles se répandent comme une traînée de poudre sur tous les continents : Ukraine, Libye, Venezuela, RDC et peut-être bientôt l’Extrême-Orient... Voilà le résultat d’un quart de siècle de « *guerre contre le terrorisme* » !

EG, 11 septembre 2026

La cynique instrumentalisation des migrants par la bourgeoisie

Au cœur de l'été, le 30 juillet, 60 000 migrants, majoritairement des jeunes en provenance du Maroc, déferlaient soudainement sur l'enclave de Ceuta en quête d'une meilleure vie et d'un travail au sein de l'Union européenne (UE). La traversée à la nage de ces jeunes désespérés provoquait la mort de 77 d'entre eux. Dès leur arrivée, les survivants épuisés étaient accueillis par des forces de l'ordre débordées, immédiatement assistées par un impressionnant dispositif sécuritaire : des unités de l'armée espagnole, des forces anti-émeutes et la marine espagnole en plus des dispositifs déjà présents sur ces côtes entièrement militarisées et bunkérisées. Le reflux vers le Maroc fut alors tout aussi rapide que cruel.

Le cynisme de la bourgeoisie est sans limite

Cet épisode inédit est plus qu'une énième tragédie. Il fait suite aux nombreuses tentatives mortelles de migrants cherchant à tout prix à atteindre le sol européen par la périlleuse traversée d'une Méditerranée transformée en un vaste cimetière marin. Mais cette fois, la mobilisation n'avait rien de spontané, les migrants submergeant la ville en un temps record, sans précédent, en moins de 24 heures. Tout cela s'explique en partie par le rôle catalyseur joué par les réseaux sociaux et l'action virale d'acteurs prétendant mensongèrement que «*la frontière espagnole est ouverte*». Des acteurs très probablement de nature étatique dont il a été naturellement impossible de trouver la trace, les comptes ayant aussitôt disparu au moment de l'événement.

Les migrants victimes, hier comme aujourd'hui, fuient une pauvreté devenue insoutenable. Le continent africain, ravagé par la crise économique mondiale, par l'extension et l'exacerbation des conflits guerriers, par le chaos de la décomposition et la barbarie croissante, devient invivable. L'inflation et le chômage touchent fortement ce continent : au Maroc, par exemple, 37% des jeunes sont sans emploi. Le drame de Ceuta a donc la même origine : la faillite du capitalisme. Et ce sont toujours les mêmes victimes qui en subissent les conséquences : la classe ouvrière qui, partout dans le monde, ne possède que sa force de travail et doit bien souvent, pour tenter de la vendre, risquer sa peau sur les routes de l'exil.

Ceux qui ont tenté l'aventure en répondant à l'appel des réseaux sociaux risquaient la noyade. Ils ont systématiquement été pourchassés, traqués et expulsés. Sur tous les continents, il en va de même : partout se dressent des barbelés, des murs, des miradors. L'Espagne vient d'ailleurs tout récemment d'installer une barrière flottante de 500 mètres de long au large de l'enclave de Ceuta, livrant les nouveaux candidats à l'exil à un obstacle encore plus dissuasif et meurtrier. D'autres dispositifs flottants du même genre, quasi infranchissables, avaient déjà été dressés ailleurs, faisant d'autres victimes, par exemple sur le Rio Grande en barrant sauvagement la frontière des États-Unis.

Tous les États sont acteurs et complices de ces dispositifs barbares. Et les beaux discours sur le «*droit d'asile*» et la «*liberté de circulation*» ont pour unique objet de masquer la gestion comptable, le profit et le contrôle destiné à assurer l'ordre capitaliste, à servir exclusivement les intérêts de l'État bourgeois contre les «*indésirables*» qui cherchent désespérément à passer des frontières barricadées pour survivre.

Si les discours des États les plus «*démocratiques*» et de la gauche paraissent plus humains, ils n'en sont pas moins trompeurs et meurtriers.

Le démocratique État français, par exemple, a sous-traité la question des migrants aux tortionnaires d'abominables camps libyens et l'UE elle-même délègue toujours à des pays tiers, contre de fortes rétributions, le sale boulot de réprimer et d'enfermer les migrants. La Grande-Bretagne a également signé un accord d'expulsion ignoble avec le Rwanda et l'Italie de Meloni a externalisé sa politique vers des centres en Albanie, etc.

Ce qui est certain, c'est que la gauche et les courants politiques auto-proclamés «*progressistes*» n'ont pas été d'une efficacité moindre que ceux de droite ou d'extrême droite. Au contraire, ils ont été redoutables ! Aux États-Unis, par exemple, Obama et Biden ont été bien plus efficaces que Trump et sa milice ICE pour expulser les immigrés illégaux, séparant même les enfants hispaniques de leur famille. En termes de brutalité, la gauche n'a rien à envier aux pires tortionnaires de droite, comme a pu en témoigner en son temps, avec les félicitations de l'UE, le socialiste espagnol Zapatero, dont les forces de l'ordre avaient fauché par balles la vie de cinq migrants en 2005. Ce même gouvernement socialiste avait massivement déployé les troupes de la Légion et de la Garde civile avec pour consigne de repousser les migrants de manière «*humaine*». Cela signifiait repousser les migrants vers l'État marocain qui prenait la relève en les abandonnant dans le désert au sud d'Oujda, en organisant des coups de filet dans les villes du pays, des expulsions vers le Mali et le Sénégal, conduisant un grand nombre de personnes dans les «*autobus de la mort*»... vers le désert saharien. Une telle barbarie se poursuit toujours en coulisses et ne fait que s'amplifier et se généraliser un peu partout.

Une instrumentalisation abjecte

Aujourd'hui, si l'objectif reste toujours de confiner et de parquer les migrants en tentant de s'appuyer sur les pays tiers de façon hypocrite, la tendance est d'utiliser plus systématiquement et cyniquement les migrants comme arme géopolitique. Au mépris de toute dignité humaine, les migrants sont instrumentalisés sans scrupule, les États n'hésitant plus à marchander leurs souffrances pour exercer des pressions politiques ou pour déstabiliser des rivaux.

Il semble assez probable que le Maroc ait joué un rôle important dans la situation présente, les témoignages soulignant le laisser-faire des forces de l'ordre à la frontière. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le Maroc utilise ouvertement les migrants comme monnaie d'échange contre le gouvernement espagnol. En 2021, l'accueil par l'Espagne du chef du Front Polisario,¹ source de mécontentement diplomatique pour le Maroc au vu du contentieux portant sur le Sahara occidental, a été aussitôt suivi de représailles : 10 000 migrants franchissaient la frontière vers Ceuta et l'Espagne ! Aujourd'hui, le gouvernement Sánchez est encore plus largement dans le collimateur compte tenu de ses positions politiques internationales, notamment à propos de la Palestine et de l'Iran.

Mais, cette fois, le Maroc est très loin d'être l'unique acteur potentiel au regard du contexte et des circonstances de l'exode massif très soudain du 30 juillet. En effet, cette tragédie a lieu dans un contexte particulier, au moment où plusieurs pays souhaitent «*sanctionner*» ou exercer des «*représailles*» à l'encontre de l'Espagne. En premier lieu, le Maroc, encore lui,

1) L'Espagne ne soutient plus officiellement le Front Polisario et a accepté le «*plan d'autonomie du Sahara Occidental*» du Maroc. Mais la réception de son chef a ravivé l'ancien contentieux.

ne digère pas le rapprochement entre Madrid et Alger. Mais il faut surtout ajouter à cela le mécontentement d'Israël face à la reconnaissance de l'État palestinien par l'Espagne et le refus du gouvernement espagnol de permettre à l'armée américaine d'utiliser les bases aériennes sur son sol en Andalousie, en vue des opérations militaires en Iran. Trump, comme Netanyahu, a bien fait savoir que l'attitude de l'Espagne «*ne serait pas sans conséquences*». Et le fait est que Tel-Aviv et Washington soutiennent le Maroc en opposition à l'Espagne, notamment depuis l'adhésion du Maroc aux accords d'Abraham de 2020, en reconnaissant sa souveraineté sur le Sahara occidental.

De même, on constate que des proches du secrétaire d'État Marco Rubio tendent à remettre en cause la souveraineté de l'Espagne sur les enclaves de Ceuta et Melilla en se permettant de souligner qu'elles sont «*géographiquement liées au Maroc*». Trump n'avait-il pas voulu «*couper tout commerce avec l'Espagne*» ? Sous une forme ou une autre,² tout laisse à penser que les États-Unis et Israël, comme le Maroc complice, ont

2) On peut étayer cette hypothèse par le précédent de la guerre hybride menée par le Biélorusse Loukachenko. Ce dernier, en 2021, avait attiré des ressortissants étrangers (venant du Moyen-Orient et d'Afrique) grâce à l'octroi de visas pour les pousser massivement vers les frontières de l'UE à des fins de déstabilisation.

suite de la page 1

au minimum favorisé les conditions qui ont conduit, en quelque sorte, à «*punir l'Espagne*».

Indépendamment du fait qu'ils aient ou non joué un rôle direct dans le déclenchement de la migration surprise vers Ceuta, une chose est absolument certaine : ils ont immédiatement instrumentalisé de manière abjecte cette souffrance humaine à des fins politiques, se réjouissant de la situation d'effroi en Espagne. Trump a ironiquement qualifié «*d'invasion*» l'épisode de Ceuta, vantant ses mérites face au «*mauvais camp*» en cas de victoire des Démocrates aux prochaines élections américaines, laissant grossièrement entendre qu'il serait le seul rempart face aux «*invasions*». Trump constate aussi avec satisfaction que la crise de Ceuta enfonce un coin supplémentaire entre les États membres de l'UE. Quant à Israël, on peut donner l'exemple révélateur de son état d'esprit en soulignant les propos de son ambassadeur Danny Danon, qui a accusé l'Espagne auprès de l'ONU, lors de cette crise de Ceuta, de «*maintenir des enclaves coloniales en Afrique*».

Les États au sein de l'UE ne sont pas en reste et ont exposé au grand jour leurs propres rivalités en instrumentalisant, de façon tout aussi abjecte, l'exploitation de l'événement au bénéfice du populisme, en alimentant les discours de l'extrême droite

Partout, face aux attaques...

mées dans chaque établissement, dans chaque secteur, pour gérer sa lutte.

Chercher l'extension, lutter unis en tant que classe

Est-ce là l'extension de la lutte ? Non ! Lors de l'«*été de la colère*» de 2022 en Grande-Bretagne, il y a eu un retour massif de la classe ouvrière à la lutte, avec la simultanéité de nombreux secteurs (chemins de fer, postes, enseignement, etc.) : mais chacun dans son coin. Les luttes n'ont pas été capables de s'unir, de former une force sociale et politique capable d'affronter l'État et de défendre les conditions de vie des travailleurs. Au milieu d'un mouvement de luttes massif, les Trade Unions (et en Grande-Bretagne, il y en a un par secteur et par sous-secteur) ont confiné chaque lutte dans les limites de ses revendications spécifiques.

En revanche, en Espagne, à Vitoria en 1976, les ouvriers ont uni leur lutte et organisé des assemblées de ville, en défendant des revendications communes ; tout comme en Pologne, en 1980, quand les ouvriers de tout le pays se sont unis, élisant des délégués des assemblées (appelés MKS) qui représentaient la classe ouvrière du pays tout entier.

Et ce ne sont pas là des histoires que les grands-parents racontent à leurs petits-enfants. La classe ouvrière apprend de ses expériences et s'en

sur le désordre mondial. L'Italie s'est ainsi immédiatement désolidarisée de l'Espagne, demandant sa «*suspension de l'espace Schengen*». La France a aussitôt «*renforcé ses contrôles à la frontière*» alors que le Danemark, la Finlande et la Suède proposaient des «*restrictions*». Sur le dos des migrants, chaque État a exploité la situation au service de ses sordides intérêts impérialistes, étalant au grand jour les rivalités croissantes derrière une tardive unité de façade lors de la réunion d'urgence des ministres des 27 États membres.

L'approfondissement de la crise historique du capitalisme, le processus de décomposition qui le mine à grande vitesse, font que tous les États apparaissent de plus en plus comme ce qu'ils sont : des monstres froids sans foi ni loi. En même temps, la classe dominante utilise ses propres miasmes pour les retourner contre la classe ouvrière. Elle instrumentalise ainsi les peurs pour pourrir la prise de conscience en faisant des migrants des boucs émissaires qu'il faut réprimer et chasser. Face à ces discours nauséabonds et barbares, le prolétariat des pays centraux se doit de reconnaître que les migrants sont, autant que lui-même, les victimes de l'exploitation d'un capitalisme de plus en plus meurtrier.

WH, 7 août 2026

souvent de génération en génération. Dans la lutte contre les coupes dans les retraites et le recul de l'âge de départ en France, les camarades disaient : «*Si tu nous mets 64, on te Mai 68 !*», rappelant la grève de mai 1968 de plus de neuf millions d'ouvriers.

Étendre la lutte, c'est envoyer des piquets (comme ceux qui ont été envoyés dans les usines d'Airbus pour arrêter tout le site) vers tous les secteurs en lutte, organiser des assemblées communes, unifier les revendications et élire des délégués communs (et révocables s'ils ne remplissent pas leur mandat) qui représentent l'assemblée dans la négociation. Transformer la simultanéité des luttes en une véritable unité !

Si la lutte d'Airbus reste enfermée dans le secteur, l'énergie et la combativité iront en déclinant : mais la convergence des attaques contre les conditions de vie ouvrières, et la volonté de lutter présente partout, créent les conditions d'une véritable extension de la lutte. C'est là le seul chemin pour défendre nos revendications.

Et cela vaut pour toutes les luttes ouvrières qui se développent dans tous les pays : d'où l'importance, pour tous, de l'expérience de la lutte des travailleurs d'Airbus.

CCI
(tract diffusé en septembre 2026)

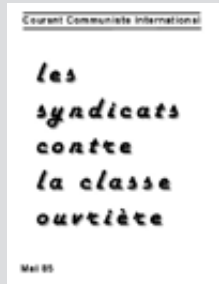
Lisez sur le web ou sur papier,

les brochures du CCI

Les syndicats contre la classe ouvrière

Au XIX^e siècle, les ouvriers se battaient dans les rues pour imposer à la classe dominante le droit d'existence de leurs organisations syndicales. Aujourd'hui, les gouvernements de la classe dominante se battent pour que les ouvriers en lutte ne débordent pas les appareils syndicaux et cessent de désertier ces organisations.

fr.internationalism.org



Une politique d'exclusion des internationalistes les plus convaincus

En avril dernier, le comité d'organisation de «Varna 26», lié au groupe Konflikt en Bulgarie, a appelé les groupes et les individus à s'inscrire à une conférence internationaliste qui devait se tenir en septembre à Varna :

«Dans le chaos et l'incertitude du monde actuel, il semble plus vital que jamais que les internationalistes commencent à trouver un terrain d'entente et à élaborer des stratégies pour construire la résistance de la classe ouvrière contre la guerre et les attaques contre le niveau de vie des travailleurs qui l'accompagnent. À cette fin, nous vous invitons à une conférence d'internationalistes, contre toutes les guerres et contre tous les États. Cette conférence offrira aux internationalistes de tout le continent, et au-delà, l'occasion de se rencontrer, de nouer des liens et de discuter de la voie à suivre.

Qui l'organise? L'événement est organisé par le groupe bulgare Konflikt, qui a déjà une expérience dans l'organisation de grands événements internationaux, mais il bénéficie de la participation de nombreux groupes internationalistes. Par exemple, le Secrétariat international de l'IWA apporte son soutien à l'événement, et des groupes de l'IFA seront également présents, ainsi que des membres de l'initiative NWBCW soutenue par la TCI.

À quoi peut-on s'attendre? La conférence comprendra des sessions spéciales consacrées aux grandes guerres en cours, telles que la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et offrira l'occasion d'écouter des camarades de ces pays parler de leur engagement dans la lutte contre la guerre. Une session sera également consacrée à l'action dans les pays où existent des mouvements de "libération nationale"; nous y entendrons des camarades d'Irlande parler de la situation dans leur pays, des camarades de Turquie aborder la question kurde, ainsi que des militants des deux côtés de la ligne de démarcation à Chypre. Des sessions porteront également sur les actions ouvrières contre la guerre, la militarisation croissante de la société et le passage à une économie de guerre, et nous aurons l'occasion d'entendre ce que différents groupes considèrent comme la meilleure stratégie aujourd'hui».

Un camarade du CCI a donc écrit au comité d'organisation pour exprimer notre intérêt à participer à cette conférence. Nous avons reçu la réponse suivante, datée du 30 juillet :

«Nous avons lu votre lettre. Nous ne nous sentons pas en mesure d'inviter votre organisation. Vous avez la réputation de perturber les réunions d'autres groupes et organisations, et nous ne pensons pas que votre présence serait propice à ce que nous essayons de réaliser».

En réponse, le CCI a écrit au comité d'organisation ce qui suit :

«Nous avons bien reçu votre message du 30 juillet 2026. Nous estimons que votre lettre est en contradiction avec l'objectif déclaré de la conférence, qui est de rassembler tous les véritables internationalistes afin de mener une discussion approfondie sur la course à la guerre que le capitalisme accélère; et dans le même temps, sans fournir la moindre preuve concrète, vous proposez d'exclure une organisation qui défend sans relâche l'internationalisme depuis plus de cinquante ans. Il semble que vos allégations concernant notre attitude perturbatrice reposent uniquement sur "ce que vous avez entendu", sur notre "réputation". Avez-vous vous-mêmes été témoins d'un tel comportement de la part du CCI? Nous vous exhortons donc à reconsidérer cette exclu-

sion, ou à tout le moins à fournir des preuves sérieuses démontrant notre comportement perturbateur lors de réunions précédentes, en particulier lors d'autres tentatives de rassemblement d'internationalistes, comme la Conférence de Prague de 2024.

Nous attendons votre réponse avec impatience CCI».

À ce jour, le comité d'organisation de Varna n'a pas répondu à notre lettre. Parallèlement, nous avons adressé une lettre à l'Organisation des travailleurs communistes/Tendance communiste internationaliste (CWO/TCI), joignant la lettre de Varna et notre réponse, et posant les questions suivantes :

«Nous vous transmettons notre correspondance récente avec les organisateurs de la conférence de Varna prévue en septembre. Comme vous pouvez le constater, nous avons été exclus de cette réunion et nous contestons cette décision.

La déclaration initiale des organisateurs indique que la conférence est soutenue, entre autres, par "des membres de l'initiative NWBCW soutenue par la TCI". Étant donné que la TCI est impliquée, à un certain niveau, dans l'organisation de la conférence, nous vous écrivons pour connaître votre position vis-à-vis de cette exclusion et, si vous vous y opposez, quelle ligne de conduite proposeriez-vous.

Vous connaissez notre position : nous considérons que la Gauche communiste est le seul courant historique qui ait démontré une capacité constante à défendre l'internationalisme face à la guerre impérialiste, et nous affirmons donc la nécessité impérieuse d'une solidarité entre les groupes authentiques de la Gauche communiste contre toute tentative de les exclure du débat parmi ceux qui recherchent une clarté politique sur la question de la guerre.

Nous attendons votre réponse avec intérêt CCI».

Voici la réponse de la TCI, reçue le 12 août :

«La conférence de Varna est organisée par Konflikt en Bulgarie, en collaboration avec des individus non alignés issus de ce que l'on pourrait appeler, de manière approximative, "le milieu révolutionnaire" en Europe. La TCI n'organise pas cette conférence. Nous avons été invités à faire une intervention lors d'une session, et un délégué de la TCI a assisté à quelques réunions préparatoires pour discuter des aspects techniques, mais la conférence n'est en aucun cas parrainée, financée, dirigée ou organisée de quelque manière que ce soit par la TCI. Nous n'avons aucun contrôle sur les personnes invitées ni sur l'identité des autres intervenants. Nous y participons parce que nous pensons que les rassemblements de révolutionnaires sont importants, et Varna nous apparaît comme tel; nous intervenons parce qu'on nous a demandé de parler de nos expériences au sein des comités "No War but the Class War", que nous considérons comme un outil important permettant aux révolutionnaires de se rassembler pour construire une méthode de travail pour l'avenir.

Nous n'interviendrons pas en votre faveur auprès des organisateurs de Varna. Nous soutenons leur décision d'exclure de la conférence les éléments susceptibles de perturber le déroulement de celle-ci. Et nous n'avons aucune confiance dans le fait que vous n'agiriez pas de la sorte, compte tenu de la manière dont vous vous êtes comportés lors de nos réunions à Paris et à Nantes en 2023.

Nous ne communiquerons plus avec vous à ce sujet.

Dave L, au nom du Bureau international de la TCI».

Une histoire d'exclusions à l'encontre de la Gauche communiste...

Ce n'est pas la première fois que nous sommes bannis des réunions de ceux qui se disent internationalistes. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le CCI a été écarté des réunions du groupe d'inspiration anarchiste «No War But the Class War» (NWBCW), non pas parce que nous perturbions les réunions, mais essentiellement en raison de nos critiques à l'égard de ses pratiques et de ses perspectives.¹ Plus récemment, ce schéma s'est répété avec l'Anarchist Communist Group (ACG), qui, en mai 2023, nous a interdit l'accès à sa réunion à Londres, une réunion organisée en collaboration, entre autres, avec la CWO, section de la TCI au Royaume-Uni, qui n'a manifesté aucune solidarité envers un groupe de la Gauche communiste.² Par la suite, des camarades du CCI ont été autorisés à participer aux réunions en ligne de l'ACG; mais lors d'une récente réunion sur la «révolution espagnole», un sympathisant du CCI, qui défendait la position de la Gauche communiste italienne des années 1930 sur ces événements, en insistant sur le fait que le conflit armé entre la République (soutenue par la majorité des anarchistes) et le franquisme n'était pas une révolution prolétarienne mais s'inscrivait dans un conflit impérialiste plus large, a vu sa première intervention qualifiée de «charabia et délire» et toute réponse éventuelle bloquée par les animateurs qui l'ont tout simplement exclu de la réunion.³

Au niveau international, le CCI (ainsi que tous les groupes «établis» de la Gauche communiste, y compris la TCI) a été officiellement banni par les organisateurs de la «conférence antiguerrre» de Prague de 2024 en raison de notre politique prétendument «léniniste» et de nos «pratiques manipulatoires». Le CCI a notamment été dénoncé comme «délateur» par le groupe tchèque impliqué dans la conférence, Tridni valka/Class War. Cependant, tant le CCI que la TCI ont pu participer aux événements «parallèles» organisés en marge de la conférence, où se sont tenues certaines des discussions les plus importantes. Nous y reviendrons.⁴

... dans lesquelles la TCI et ses prédécesseurs ont également joué un rôle

Même si la CWO/TCI a lui-même été la cible de certaines tentatives «anti-autoritaires» visant à faire taire les critiques formulées à l'encontre de l'anarchisme par la Gauche communiste, la TCI et ses prédécesseurs politiques ont depuis longtemps été entraînés dans des politiques d'exclusion très similaires. On pourrait remonter jusqu'aux années 1940 et à la manière dont le Partito Comunista Internazionale (PCInt), formé en Italie en 1943, a cherché à empêcher ses membres de s'engager dans toute discussion avec nos ancêtres de la

1) «Sur l'histoire des groupes "No War but the Class War"», *Révolution internationale* n° 494 (2022). L'article note que ces manœuvres visaient également un groupe NWBCW à Sheffield, au sein duquel la CWO exerçait une influence significative.
2) «L'ACG exclut le CCI de ses réunions publiques, la CWO trahit la solidarité entre organisations révolutionnaires», *Révolution internationale* n° 498 (2023).
3) «Anarchism and the mystification of the "Spanish Revolution"», publié sur le site web du CCI (juillet 2026).
4) «"Action Week" de Prague : L'activisme est un obstacle à la clarification politique», *Revue internationale* n° 172, et «"Action Week" de Prague : Quelques leçons et quelques réponses aux calomnies», *Révolution internationale* n° 502 (2024).

Gauche communiste de France, qui avaient mis à nu la base profondément opportuniste sur laquelle le PCInt avait été bricolé. En 1980, le CCI a été exclu des conférences internationales de la Gauche communiste par une manœuvre conjointe de la CWO et du PCInt, qui sont par la suite devenus les principales composantes de la TCI; et nous avons déjà évoqué le refus de la CWO de contester la décision de l'ACG de nous exclure de sa réunion de Londres en 2023.

Cependant, la récente lettre de la TCI, soutenant pleinement notre exclusion de la conférence de Varna au motif que nous serions des éléments potentiellement perturbateurs, marque une nouvelle étape dans la voie empruntée par la TCI vers l'adoption d'une politique ouvertement destructrice à l'égard du CCI. Il s'agit en effet de la conclusion logique de sa politique consistant à former des comités NWBCW comme alternative délibérée à l'action unifiée des groupes de la Gauche communiste. Tournant le dos aux appels du CCI et d'autres groupes en faveur d'une intervention commune contre les guerres impérialistes, ces comités ont largement regroupé les membres et sympathisants de la TCI avec des anarchistes, des gauchistes et de faux groupes de la Gauche communiste (tels que le Groupe international de la Gauche communiste, qui n'a pas caché son désir de détruire le CCI). La position actuelle de la TCI vis-à-vis du CCI ne peut signifier qu'une capitulation totale devant la position de Tridni valka/Class War, qui entend bannir la Gauche communiste de toute tentative de créer un véritable forum de discussion entre internationalistes.

Défendre des positions révolutionnaires, ce n'est pas "perturber" mais clarifier

Nous avons déjà répondu aux accusations de la TCI selon lesquelles nous nous serions comportés de manière délibérément perturbatrice lors de ses réunions à Saint-Nazaire et à Paris. Notre réponse⁵ réfute systématiquement ces accusations, en montrant que toutes nos interventions étaient motivées par la volonté de développer une critique politique des ambiguïtés et des confusions de la TCI concernant la course à la guerre, le rôle des syndicats, la politique de «front uni» incarnée par les comités du NWBCW, et sa volonté de collaborer avec des éléments comme le Groupe international de la Gauche communiste (GIGC), qui se sont en réalité comportés comme des mouchards. La TCI n'apprécie peut-être pas notre style, mais ce qui est évident, c'est qu'elle s'oppose avant tout au contenu de nos critiques. En cela, sa réaction n'est pas différente de celle des anarchistes qui ne voient dans notre démantèlement de l'idole sacrée de la «révolution espagnole» qu'un charabia dément.

5) «Réunions publiques de la TCI : une véritable faillite politique !», publié sur le site web du CCI (novembre 2023).

Mais nous ne devons pas conclure cet article sans souligner que, dans la majorité des cas où le CCI a participé à des réunions de la TCI,⁶ par exemple à Londres, les discussions, malgré de vifs désaccords, sont restées fraternelles; et nous avons tenu exactement les mêmes propos à propos d'une réunion publique plus récente de la TCI à Paris, où nous avons écrit, en accord explicite avec une évaluation similaire de la TCI, que «*Les réunions publiques, comme celles de la Tendance communiste internationaliste (TCI), le 7 mars dernier, et du CCI, le 21 mars, à Paris et dans d'autres villes du monde, offrent des lieux de débats prolétariens pour confronter les analyses et arguments des différents groupes révolutionnaires*», et avons fait remarquer, à propos de la réunion de la TCI à Paris, que «*le débat a été mené fraternellement entre groupes prolétariens, mais aussi avec les autres participants, notamment des jeunes intéressés par les positions de la Gauche communiste, en particulier sur la question centrale de la guerre et la façon dont les révolutionnaires et la classe doivent y répondre*».⁷

Tout aussi significative fut la capacité des délégations du CCI et de la CWO à Prague à travailler ensemble face aux politiques véritablement perturbatrices de Tridni valka/Class War et aux (dés)organisateurs de la conférence. Nous avons relevé ce fait dans notre premier article sur l'événement de Prague,⁸ et notre troisième article concluait en affirmant que «*les modestes débuts du travail commun entre la TCI et le CCI à Prague confirment l'opinion du CCI selon laquelle le meilleur point de départ pour que la Gauche communiste ait un impact dans la recherche plus large mais encore très confuse de positions internationalistes est un effort uni basé sur des principes très clairement partagés*».⁹

Cependant, le troisième article soulignait également que l'évaluation de la CWO ne faisait absolument aucune mention de ces «modestes débuts», comme si la CWO ne voulait pas parler de quelque chose dont il avait par la suite eu honte. Et depuis lors, il est devenu évident que la TCI s'oriente précisément dans la direction opposée : non pas vers l'unité et la solidarité de la Gauche communiste, mais vers une exclusion de plus en plus systématique des courants les plus cohérents en son sein.

CCI, 11 septembre 2026

6) La TCI, en revanche, ne participe plus aux réunions publiques du CCI, ce qui s'inscrit sans doute dans sa politique visant à démontrer notre insignifiance politique.
7) «Les révolutionnaires doivent-ils avancer le mot d'ordre de "défaitisme révolutionnaire" ?», *Révolution internationale* n° 507 (2026).
8) «"Action Week" de Prague : L'activisme est un obstacle à la clarification politique», *Revue internationale* n° 172 (2024).
9) «Semaine d'action de Prague : Réponse au bilan de la CWO», publié sur le site web du CCI (2024).

Lisez sur le web ou sur papier,

les brochures du CCI

La Gauche communiste de France

Alors que la Fraction italienne elle-même, épuisée, a abandonné le combat qu'elle avait mené pendant près de 18 ans en prononçant son autodissolution en mai 1945, c'est la Fraction française de la Gauche communiste, fondée en décembre 1944 et rebaptisée par la suite "Gauche communiste de France" (GCF), qui a repris le flambeau politique de la Fraction italienne.

fr.internationalism.org

Qu'est-ce que le communisme ?

Nous publions ci-dessous la contribution d'un camarade qui témoigne d'une réflexion en profondeur au sein de petites minorités du prolétariat. Le choix du sujet est en lui-même significatif. Plutôt que de s'attarder sur l'écume de l'actualité, à commencer par les outrances de Trump qui saturent l'espace médiatique, le camarade s'attaque directement à une question essentielle : celle de la perspective communiste.

Cette question n'a rien d'abstrait. Au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est, la bourgeoisie a martelé sans relâche le mensonge identifiant le stalinisme au communisme, pour conclure que la faillite de l'un signait la mort de l'autre. Le stalinisme fut pourtant le fossoyeur de la révolution de 1917. Plus de trente ans après, cette falsification pèse toujours lourdement sur la conscience ouvrière, et l'idée même du communisme reste travestie, dénigrée ou réduite à une utopie meurtrière.

Le capitalisme entraîne l'humanité dans la guerre, la crise et la destruction. Dans ce contexte, l'absence de perspective constitue l'un des principaux freins au développement de la lutte de classe. C'est pourquoi la démarche de ce camarade mérite d'être saluée. En s'efforçant de restituer le véritable sens du communisme, elle contribue à combattre ce désarroi.

Nous partageons l'essentiel de l'analyse développée dans ce texte, dont nous tenons à souligner la rigueur. Un point appelle toutefois une clarification : la notion de « période de transition », que nous ne pensons pas pouvoir appliquer à la Commune de Paris. La Commune fut la première tentative de la classe ouvrière pour exercer le pouvoir. Marx y reconnut « *la forme politique enfin trouvée* » de l'émancipation de la classe ouvrière. Mais la Commune resta enfermée dans une seule ville, écrasée dans l'isolement. Elle surgit surtout à une époque où le capitalisme, encore en pleine ascendance, n'avait pas épuisé son rôle historique. Aussi héroïque qu'il fût, ce mouvement était prématuré au regard des conditions historiques. La période de transition du capitalisme au communisme ne peut donc s'ouvrir qu'après la prise du pouvoir par la classe ouvrière à l'échelle internationale. La tragédie de la révolution russe, dont l'isolement a ouvert la voie à la contre-révolution stalinienne, l'a cruellement confirmé.

Cette confusion n'enlève rien à la valeur de ce travail. Il participe pleinement au long et difficile processus de politisation que la classe ouvrière doit mener pour se préparer aux combats révolutionnaires. En publiant ce courrier, nous souhaitons encourager nos lecteurs à prolonger cette réflexion, à nous faire part de leurs propres questionnements et à ouvrir le débat, condition indispensable à la clarification politique.

CCI

« LE COMMUNISME est largement déformé et occulté par les diverses idéologies dominantes de notre époque. Tout récemment, Donald Trump a affirmé que le communisme représentait la plus grande menace pour les États-Unis, ce qui est significatif dans la mesure où ce pays constitue la première puissance impérialiste mondiale. Nous, communistes, ne pouvons qu'être d'accord : la plus grande menace pour les États-Unis (et pour la classe dirigeante américaine qu'ils représentent) est bel et bien une révolution communiste. Cela vaut pour tous les États de la planète et leurs classes dirigeantes respectives.

Toutefois, précisons-le : lorsque nous, communistes, parlons de communisme, nous ne faisons pas référence aux caricatures absurdes véhiculées par les idéologies dominantes pour tenter de détourner la classe ouvrière de la voie de sa propre émancipation. Nous ne visons ni le capitalisme d'État de la Chine ou de l'ex-URSS, ni la social-démocratie des pays scandinaves. Nous ne parlons pas non plus de ces mouvements qui tentent d'introduire des formes « communautaires » au sein d'un monde capitaliste qui, par nature, étouffe l'émergence d'une véritable communauté humaine. Et nous n'employons certainement pas ce terme de la manière incohérente dont il est souvent utilisé comme une insulte (dénuée de toute logique) par certaines fractions de la classe dirigeante cherchant paresseusement à marquer des points politiques faciles contre leurs rivaux en jouant sur la stigmatisation associée à ce mot. Karl Marx lui-même relevait déjà cette tendance absurde à son époque. Dans *Le 18 Brumaire*, il écrivait : « *Qu'il s'agisse du droit de pétition ou de l'impôt sur le vin, de la liberté de la presse ou du libre-échange, des clubs ou de la charte municipale, de la protection de la liberté individuelle ou de la réglementation du budget de l'État, le mot d'ordre revient sans cesse, le thème demeure immuable, le verdict est toujours prêt et invariablement le même : "Socialisme !" Le libéralisme bourgeois lui-même est qualifié de socialiste, tout comme l'esprit des Lumières ou les réformes financières bourgeoises. C'était du socialisme que de construire un chemin de fer là où il existait déjà un canal, et c'était du socialisme que de se défendre avec une canne lorsqu'on était attaqué à l'épée* ».

Mais si rien de tout cela n'est du communisme, qu'est-ce donc, en réalité ? Avant d'y répondre, il convient d'exposer le point de vue du matérialisme historique.

Matérialisme historique

Tout au long de l'histoire, le carac-

tère et la fonction de la société humaine ont nécessairement et inéluctablement résulté de la base matérielle au sein de laquelle les êtres humains assurent leur reproduction, ainsi que de leur interaction avec la nature et entre eux. Cela vaut pour les sociétés caractérisées par toute la gamme des modes de production, depuis le communisme primitif jusqu'au mode capitaliste, en passant par les modes antique et féodal. Un mode de production constitue un type de société (correspondant à un stade donné du développement des forces productives) régi par un ensemble distinct de lois économiques.

Parmi eux, le mode communautaire primitif est celui qui a perduré le plus longtemps, qu'il fût nomade ou sédentaire, fondé sur la chasse et la cueillette ou sur l'agriculture. Si les modes de production ne se sont pas succédé selon une chaîne rigide et mécanique allant du « plus bas » au « plus haut » (suivant au contraire un schéma bien plus complexe), la dissolution du mode communautaire primitif a nécessairement entraîné son remplacement par une forme ou une autre de société de classes. Autrement dit, par un mode de production caractérisé par une stratification de ses membres, distinguant des groupes d'exploités de groupes d'exploiteurs.

Cette stratification a engendré, à son tour, l'État : l'appareil politique de la classe dominante chargé d'assurer la cohésion sociale, tant en contrôlant les membres individuels et les fractions de la classe dominante qu'en maintenant sous tutelle, surtout, l'ensemble de la classe exploitée. Il convient de noter que cette stratification résultait également du développement des forces productives, devenues capables de générer des surplus ; celles-ci permettaient à certaines classes de s'élever au-dessus de la population générale, sans toutefois atteindre un niveau suffisant pour rendre possible une abondance universelle pour l'ensemble de la communauté.

Le mode de production capitaliste se distingue des autres par le fait qu'il a fini par englober le monde entier, entraînant dans son sillage la dissolution de tous les modes de production antérieurs. Cela est d'autant plus étonnant si l'on considère ses origines modestes : il a émergé au sein de poches de la société féodale européenne, incarné d'abord par le bourgeois médiéval.

Néanmoins, il a engendré l'extension universelle du marché, une industrialisation sans précédent, la socialisation de l'appareil productif et un développement colossal de l'État, tant par sa taille que par ses capacités.

Parallèlement, ce capitalisme d'une puissance immense recèle des contradictions internes qui menacent son

existence même ; la plus importante d'entre elles est l'antagonisme entre le travail salarié et le capital, entre le prolétariat et la bourgeoisie. En créant le prolétariat (la classe des travailleurs salariés), la bourgeoisie a engendré à la fois le fondement d'une accumulation de capital prodigieuse et la seule classe révolutionnaire capable de la renverser. Les intérêts antagonistes du prolétariat et de la bourgeoisie contraignent le premier, par nécessité historique, à mener des révolutions contre la seconde, comme l'a démontré la pratique. Ces intérêts antagonistes conduisent également à la formation du parti de classe du prolétariat, le parti communiste, composé des militants les plus éminents de la classe, son avant-garde. Porteurs de la perspective la plus révolutionnaire et d'une grande lucidité historique, ils sont ainsi en mesure d'élaborer des orientations pratiques pour l'ensemble de la classe, adaptées à la conjoncture. Une fois la bourgeoisie renversée, le prolétariat instaure son propre État (ou plutôt un « semi-État »), désigné sous le nom de dictature du prolétariat, à l'instar de ce qui s'est produit avec la Commune de Paris à la fin du XIX^e siècle et les républiques de conseils au début du XX^e siècle. Ce semi-État, cet État en voie de dépérissement, dont les administrateurs (le prolétariat tout entier) visent la disparition ultime, n'existe que pour réprimer la bourgeoisie insurgée et gérer les crises ; en somme, pour garantir la transition du capitalisme au communisme.

Le communisme

S'agissant du communisme, il importe avant tout de le distinguer d'un autre courant : le socialisme utopique. En tant que mouvement politique, le communisme relève du socialisme scientifique, dans la mesure où il prédit l'avènement d'une société communiste fondée sur des évolutions historiques réelles et sur les conditions sociales qui les accompagnent. Ces dernières importent peu, en revanche, au socialisme utopique. Celui-ci élabore les plans d'une société idéale qu'il souhaite voir adoptée par la société actuelle, en s'appuyant sur des justifications morales. Or, cette démarche procède d'une logique inversée. Comme l'affirme Marx dans *L'Idéologie allemande* : « *le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* ».

À cet égard, le communisme est impossible sans les conditions sociales engendrées par le capitalisme. D'une part, la socialisation de l'économie

dans son ensemble est impossible si le capitalisme n'a pas d'abord socialisé l'appareil productif, c'est-à-dire transformé la quasi-totalité de la société en prolétaires et placé entre leurs mains une immense machine productive, ce vaste réseau de moyens de production, bien qu'ils n'en détiennent pas la propriété. Avec l'avènement de la révolution prolétarienne, le prolétariat s'emparera de ces moyens de production et les socialisera également sur le plan de la propriété, abolissant ainsi la contradiction absurde entre production sociale et appropriation privée.

Un autre exemple de la manière dont le capitalisme jette les bases du communisme réside dans l'interconnexion qu'il a instaurée à l'échelle mondiale. La révolution prolétarienne poussera encore plus loin cette internationalisation en abolissant les frontières nationales et en ouvrant la voie à une communauté mondiale unifiée.

Enfin, le capitalisme a engendré des capacités productives sans précédent, suffisantes pour assurer une abondance universelle à tous les membres de la société, une perspective dont la réalisation est, par ironie, précisément empêchée par le capitalisme lui-même. La révolution prolétarienne détruira le capitalisme pour permettre cette abondance universelle, ainsi que l'abolition des classes et de l'État.

On pourrait objecter : « Mais l'URSS n'était-elle pas communiste ? Quelle belle émancipation ! » Pour comprendre cela, il faut connaître l'histoire de la Révolution russe. Nous, communistes, revendiquons sans détour la Révolution russe comme une révolution prolétarienne, au même titre que la Révolution allemande et la Commune de Paris. Les idéologues bourgeois de tous bords pointent du doigt l'URSS, et, par extension, nombre d'autres États dits « communistes » ou « socialistes », pour tenter de dissuader le prolétariat de faire la révolution. L'ironie, toutefois, réside dans le fait que la misère de l'URSS ne provenait pas du communisme, ni de la mission historique du prolétariat de s'émanciper lui-même, mais du capitalisme, de la contre-révolution bourgeoise. Après s'être retrouvée isolée après l'échec d'autres révolutions prolétariennes à travers le monde, une bureaucratie s'est développée en Russie, dissolvant la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat en tant que classe. Cette bureaucratie a endossé le rôle de capitaliste

national, l'État devenant le principal employeur de main-d'œuvre salariée, à la place du capitaliste privé traditionnel. Il s'agissait donc, tout autant que pour les États-Unis ou l'Empire britannique, d'une société capitaliste où le prolétariat était dépossédé de son pouvoir et exploité par la classe dirigeante via le salariat ; les formes de cette exploitation présentaient toutefois des particularités par rapport à celles de la plupart des démocraties libérales.

Pour en revenir à la question de l'internationalisme, la Révolution russe illustre parfaitement pourquoi le communisme ne peut émerger qu'à la suite d'une vaste révolution mondiale. Le communisme ne peut exister dans un seul pays, pas plus que la dictature du prolétariat, cette transition politique vers le communisme ne saurait perdurer longtemps dans un seul pays sans l'émergence, dans d'autres nations, de dictatures du prolétariat avec lesquelles fraterniser. C'est pourquoi l'internationalisme est indispensable du communisme, et les diverses nuances de nationalistes qui tentent de le saper ou de le dénaturer (qu'il s'agisse de gauchistes, de libéraux, de conservateurs, etc.) sont sans équivoque les ennemis des communistes.

En somme, le communisme implique l'abolition du capitalisme, des classes sociales, de la propriété privée, de l'État, des nations, de l'échange et de la production marchande. Il signifie l'avènement d'une communauté mondiale d'individus librement associés, interagissant entre eux et avec la nature de manière directe et consciente ; une communauté où les moyens de production sont détenus en commun, affranchis de la loi de la valeur ou de toute autre loi impersonnelle régissant les interactions des individus à leur insu. Il implique la réconciliation de l'individu avec la communauté, ou plutôt, une communauté qui n'est rien d'autre qu'un ensemble d'individus librement associés. Il signifie la dissolution des institutions fondées sur le statut et l'identité ou sur une diversité imposée, au profit de la diversité organique des individus selon leurs compétences et leurs aspirations variées ; il implique, par là même, la réalisation du principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Synthesiz, juillet 2026

suite de la page 8

Il y a 20 ans, la lutte contre le CPE

des tensions impérialistes contraint la bourgeoisie à abandonner toute prudence face à son ennemi prolétarien.

Nous assistons à une brutale accélération des attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière et celle-ci, pour se défendre, devra se réapproprier les leçons de 2006 et toute l'expérience du mouvement ouvrier. Elle a commencé à en discuter, en 2023, dans les manifestations contre la réforme des retraites en France, ainsi qu'à propos du mouvement de Mai 68.

Nous pouvons résumer ces leçons de la façon suivante :

– L'organisation ouvrière n'est plus un préalable à la lutte, elle surgit pendant la lutte elle-même et, à travers les assemblées générales, elle permet d'obtenir rapidement l'unité des combattants.

– La grève longue et corporatiste a définitivement fait faillite et les syndicats ont été intégrés à l'appareil d'État. La lutte victorieuse est celle qui s'étend à tous les secteurs le plus rapidement possible grâce à l'envoi de délégations massives. Parallèlement à

la conquête de l'unité se mène la lutte pour la solidarité.

– Les médias ne sont jamais un appui de la lutte, ils défendent toujours les intérêts de la classe dominante. La recherche d'actions spectaculaires médiatiques est un piège.

– La lutte ouvrière est par nature anonyme. Elle s'appuie sur l'association collective et se passe très bien des leaders et autres « tribuns », ce qui représente une force face à la répression.

– Ce n'est pas par des affrontements stériles avec les forces de répression que la classe peut vaincre. Sa grande force, c'est son unité et sa conscience. C'est comme cela qu'elle convainc les hésitants et qu'elle décompose les forces ennemies. La violence de classe est inévitable et doit être organisée face à la violence de la bourgeoisie et de ses nervis. Mais il faut garder à l'esprit que la priorité est de déjouer les provocations visant à des affrontements stériles.

Avrom E, 30 août 2026

VIE DE L'ORGANISATION

LE CCI SUR INTERNET



fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

PERMANENCES ET RÉUNIONS PUBLIQUES

**Pour les luttes actuelles et à venir,
il faut se regrouper, débattre, tirer les leçons...**

Le Courant communiste international organise des réunions publiques et des permanences physiques et en ligne. Ces réunions sont des lieux de débat ouverts à tous ceux qui souhaitent rencontrer et discuter avec le CCI. Nous invitons vivement tous nos lecteurs et tous nos sympathisants à venir débattre afin de poursuivre la réflexion sur les enjeux de la situation et confronter les points de vue.

Pour connaître les dates et lieux de nos réunions publiques et permanences, rendez-vous dans la **rubrique « agenda »** du site web du CCI. Vous pouvez également nous adresser un message à : **france@internationalism.org** ou dans la **rubrique « nous contacter »** de notre site web.

ABONNEMENTS

**Abonnement de 2 ans
à Révolution internationale**
6 numéros + frais de port : **14 €**

**Abonnement de 2 ans
à la Revue internationale**
4 numéros + frais de port : **18, 5 €**

Abonnement couplé de 2 ans
6 numéros de RI
et 4 numéros de la Revue
+ frais de port : **30 €**

**Abonnement diffuseur de 2 ans
à Révolution internationale**
*Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser
la presse du CCI*

- 6 numéros (x3) + frais de port : **35 €**
- 6 numéros (x6) + frais de port : **55 €**

**Abonnement diffuseur de 2 ans
à la Revue internationale**
*Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser
la presse du CCI*

- 4 numéros (x2) + frais de port : **31 €**
- 4 numéros (x3) + frais de port : **45 €**

*Les frais de port sont valables pour la France métropolitaine.
Pour les autres pays ou les territoires d'outre-mer, contactez-nous par mail ou sur
notre boîte postale.*

*Versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : HISTOIRE ET ÉCONOMIE
à l'adresse suivante :
Revue Internationale, BP 30605
31006 TOULOUSE CEDEX 6*

Merci de préciser le type d'abonnement souscrit et une adresse d'envoi.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se

heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL À SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement à la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.



Courant Communiste International

Novembre 2025

**Revue
Internationale**

La fraude de la « paix »
et la véritable prolifération des guerres
Allons-nous vers une Troisième Guerre mondiale ?
26^{ème} congrès du CCI
Résolution sur la situation internationale
Rapport sur la lutte de classe
Rapport sur la crise économique
Bilan de sept mois de Trump
Comment expliquer le chaos
de la politique bourgeoise ? "
Antisémitisme, sionisme, antisionisme,
tous ennemis du prolétariat (II)
Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise
contre le populisme
Contribution à une histoire du mouvement ouvrier

174

5,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

À LIRE SUR LE SITE WEB DU CCI

A notre camarade Luciano

Comment analyser les événements de l'Espagne 1936 ?

**Révolution Permanente :
La lutte permanente pour la nation et la défense du Capital national !**

**Canicule en Europe :
Le capitalisme est responsable de la catastrophe écologique !**

Le football peut-il “unir le monde” ?

Le Parti Cockroach Janata (CJP) : Un mouvement bourgeois contre la classe ouvrière

Venezuela : Une catastrophe causée par la négligence criminelle de la bourgeoisie

SOUSCRIPTIONS

Paris

Gal : 10, Tib : 5, Rad : 2, Ros : 10, Pom : 100, Rodr : 100

Total : 227 €

IL Y A 20 ANS, LA LUTTE VICTORIEUSE DES ÉTUDIANTS CONTRE LE CPE

De précieuses leçons pour les combats futurs

En 2006, le gouvernement de Villepin tentait de faire adopter son « Contrat Première Embauche » (CPE), sévère attaque contre la classe ouvrière. C'était un brusque tournant vers une aggravation de la précarité pour tous les travailleurs. Le CPE concernait les jeunes prolétaires, mais il s'ajoutait au « contrat nouvelle embauche » (CNE) adopté l'année précédente et qui visait à précariser davantage les chômeurs retrouvant du travail. Le but de la bourgeoisie était clair : augmenter la flexibilité du travail, réduire son coût et faire pression sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Les étudiants, rejoints par les lycéens, l'ont tout de suite compris et leur riposte va être foudroyante. Les premières manifestations ont démarré le 7 février 2006 et le gouvernement est finalement obligé de retirer son projet le 10 avril. C'est un mouvement bref (deux mois), capable de s'auto-organiser, proclamant la nécessité de la solidarité et de l'extension de la lutte à tous les secteurs et à toutes les générations de la classe ouvrière. Le risque d'une avalanche de grèves dans plusieurs secteurs était trop grand ; le gouvernement a été contraint de reculer.

Alors que la classe ouvrière était encore sous le choc des campagnes idéologiques sur la prétendue fin de la lutte de classes et la triomphe définitif de la démocratie bourgeoise, cette victoire portait en elle le retour de la confiance de la classe en ses propres forces. Mais le contexte d'une crise de l'identité de classe n'a pas permis une mise à profit immédiate des leçons précieuses qui se dégageaient de cette lutte exemplaire.

Extension et auto-organisation au cœur de la lutte

Le CPE ciblait les jeunes prolétaires de moins de 26 ans et autorisait leur licenciement les deux premières années sans qu'il soit nécessaire d'en présenter le motif. Dans la perspective des élections présidentielles de 2007, le premier ministre, Dominique de Villepin, annonçait son projet de loi le 16 janvier. Il voulait se présenter comme un homme déterminé et efficace capable de mener des attaques à

la tête de l'État. Le projet est présenté en urgence au Parlement et est adopté dès le 27 février.

Profitant du faible encadrement syndical dans les universités et de la mauvaise réputation de l'UNEF, véritable centre de formation des cadres du Parti socialiste, les étudiants vont d'abord s'efforcer de conquérir eux-mêmes leur propre unité. Les plus combatifs d'entre eux vont discuter patiemment, sans violence, avec les autres étudiants à la porte des universités pour leur montrer, arguments à l'appui, la gravité de l'attaque et la nécessité d'entrer en lutte. Dans cette dynamique vers l'unité, les assemblées générales (AG) vont jouer un rôle déterminant. Après les premiers balbutiements, les AG deviennent le véritable poumon du mouvement. Ce sont des AG de discussion et de décision où, pour éviter les bavardages et les noyautages des syndicats et des organisations politiques, un bureau de trois membres, chaque jour différent, est nommé pour distribuer la parole, ainsi que des commissions chargées de préparer le travail entre deux AG. L'autre de leurs qualités est l'ouverture aux personnes qui ne sont pas étudiantes. D'emblée, les AG ont accueilli les lycéens qui se sont joints au mouvement. Elles ont aussi appelé le personnel de l'université, enseignants, administratifs et techniciens à participer. Mais elles sont allées bien plus loin que cela.

En particulier, des travailleurs et des retraités, parents ou grands-parents d'étudiants et de lycéens en lutte, ont reçu en général un accueil très chaleureux et attentif de la part des assemblées dès lors qu'ils inscrivaient leurs interventions dans le sens du renforcement et de l'extension du mouvement. Mais surtout, dès le début les étudiants en lutte ont envoyé des délégations, non seulement dans les autres universités pour unifier le mouvement et généraliser ses méthodes, mais également dans les entreprises alentour. Bien entendu, ils se sont heurtés aux barrages syndicaux et ce fut une douche froide pour les plus naïfs d'entre eux. Mais leur détermination n'a pas faibli. Toutes sortes de moyens

pour contourner cet obstacle ont été discutés par les AG.

Les AG ont alors décidé d'éliminer de leurs listes les revendications qui avaient un caractère exclusivement « étudiant ». Ensuite elles ont multiplié les slogans appelant à la solidarité des salariés, mais pas de façon passive : en les rejoignant dans la lutte. Cette stratégie remporte un grand succès. Le 28 mars, la mobilisation atteint un record, entre un et trois millions de manifestants défilent dans toute la France. Les mêmes slogans sont repris partout : « *Unité dans la lutte des ouvriers de tous les secteurs, de toutes les générations !* » Le 7 avril, une vingtaine d'universités sont en grève. A Paris, les étudiants s'imposent en tête de la manifestation. Ils y resteront jusqu'à la fin du mouvement. L'enjeu de l'unité et de la solidarité, qui avait été au centre des AG, se transporte aux manifestations, désormais au cœur du mouvement.

Il est vrai que les salariés en grève sont peu nombreux, mais ils s'organisent pour être présents aux manifestations en fin d'après-midi ou le samedi. Cette unité et cette solidarité sont impressionnantes : les manifestations débordent sur les trottoirs et sont de plus en plus nombreuses. Tout le monde est heureux de se joindre au combat, dans une dynamique qui va vers une explosion de grèves. Le danger est trop grand pour la bourgeoisie. Elle est contrainte de retirer le projet de loi le 10 avril. C'est la dynamique d'extension de la lutte qui a obligé la bourgeoisie à reculer.

Cette extension a été permise par l'auto-organisation de la lutte. La vitalité politique des AG a permis de déjouer les pièges que leur tendait la bourgeoisie : le piège des actions spectaculaires destinées aux médias, le piège de la violence face aux CRS et face à certains jeunes des banlieues venus agresser les étudiants dans les manifestations. Les discussions en AG et les décisions prises ont permis de les neutraliser.

Le poids de la perte de l'identité de classe

La lutte de cette nouvelle génération de prolétaires en 2006 s'inscrit dans

un lent processus de reprise des luttes après le choc et le recul provoqués par la chute du mur de Berlin en 1989. Instrumentalisant cette chute, le capitalisme « démocratique » s'était présenté comme le seul système viable, tandis que la faillite de l'URSS (et du stalinisme) en 1991 avait sonné le départ d'une offensive idéologique de la bourgeoisie proclamant la fin de la lutte de classe. Ceci, s'ajoutant aux difficultés qu'avait rencontrées la classe ouvrière dans la politisation de ses luttes au cours des années 1980, va provoquer une quinzaine d'années de recul de la combativité et de la conscience. Le prolétariat était touché dans sa propre identité de classe, ne se reconnaissant même plus comme une classe ayant des intérêts communs. Ainsi, 2006 venait confirmer ce début de reprise constatée en 2003 avec la mobilisation dans la fonction publique en France et des luttes en Autriche, ainsi qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne en 2005. La classe était en train de lentement se réveiller.

Cependant, la crise de l'identité de classe n'était pas pour autant terminée. C'est ce qui explique que très peu d'ouvriers salariés soient partis en grève en 2006, que les étudiants n'aient pas réussi à garder leur contrôle sur la coordination nationale qui était censée centraliser le mouvement.¹ C'est pourquoi, surtout, les leçons de ce mouvement n'ont pas pu être mises à profit immédiatement. Préoccupée par le mauvais exemple donné par les étudiants, la bourgeoisie s'est efforcée de détruire leur message sur l'auto-organisation et la solidarité. Elle parvint sans trop de peine à canaliser les différents mouvements dans les universités, qui se prolongèrent jusqu'en 2010, ainsi que les grèves contre la réforme des retraites.²

À cette époque, seule la lutte des Indignés en Espagne, qui s'est étendue dans plusieurs pays, était animée par cette dynamique de reprise. Les manifestations massives et les assemblées

1) Cf. « Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France », *Revue internationale* n° 125 (2006).

2) Cf. « Résolution sur la situation sociale en France », *Révolution internationale* n° 451 (2015).

générales ont pris en compte le besoin de l'auto-organisation et des discussions pour se rassembler et comprendre comment dépasser ce système en crise. Cependant, la dimension ouvrière a peu à peu disparu et se sont imposés l'idéologie d'Attac et le mouvement DRY (Democracia Real Ya), tous deux expressions de la classe dominante.

Vers la solidarité croissante des travailleurs et la politisation des luttes

Aujourd'hui, vingt ans après le mouvement contre le CPE, la situation est différente. La cascade de luttes dans de nombreux pays qui ont suivi l'été de la colère en Angleterre en 2022 signifie qu'un nouveau pas a été franchi sur le chemin de la restauration de l'identité de classe. Mais une mise en garde est nécessaire. Certes, les campagnes idéologiques sur la fin de la lutte de classe et la victoire de la démocratie bourgeoise ont perdu de leur impact, mais les effets délétères de la période de décomposition, comme la destruction des liens sociaux, rendent plus difficile la conquête de l'unité et de la solidarité. La société est prise dans un tourbillon de repli sur soi et de nihilisme qui entrave la lutte pour le futur. Le chômage massif et le déchaînement de la barbarie guerrière ont, pour le moment, un effet de paralysie sur la classe ouvrière. D'autre part, il est clair que l'auto-organisation qui avait triomphé chez les ouvriers polonais de 1980 et chez les étudiants français de 2006 avait été facilitée par la faiblesse de l'encadrement syndical dans les universités et par le total discrédit des syndicats stalinien en Pologne. La confrontation à l'encadrement syndical dans la plupart des pays centraux sera beaucoup plus laborieuse et lente.

Deux facteurs vont nourrir les luttes à venir : le mécontentement massif des ouvriers et le développement encore souterrain de la conscience. Ce sont avant tout les attaques économiques contre les conditions de vie de la classe ouvrière qui sont au centre de cette dynamique. Le réarmement militaire de tous les pays face à l'aggravation

suite page 6

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quels que soient leurs prétextes, ethniques, historiques, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus

de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni « d'organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.